Parti Communiste
Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Remarques conclusives.

Pierre Komorov, secrétaire général du Parti Communiste Révolutionnaire de France, à la Conférence de l'ACE, le 16 Mars 2025.

Camarades,

Au nom de notre PCRF, je tiens à saluer les représentants des partis de l'ACE. C'est la première fois qu'une conférence de l'ACE et même de l'ancienne ICE se tient en France. Nous devons particulièrement remercier le KKE qui en liaison avec le secrétariat de l'ACE a supporté toute la logistique de cet événement. Cette conférence s'est tenue sur le sujet important « depuis les grèves de masses en France, conclusions et perspectives pour le mouvement ouvrier Européen ».

En France, Macron a fait ses vœux 2025 dans le contexte d'un pic de crise politique depuis l'été 2024. Il a recyclé un vieux politicien comme premier ministre dans le but de gagner du temps et de faire durer dans les meilleures conditions sa politique élaborée avec la feuille de route des conseils d'administrations des monopoles français. Cette période de fragilisation de la Vème république est une manifestation de la crise de l'impérialisme et a donc des causes économiques. Jusqu'en 2024 Macron a pu s'appuyer sur des résultats économiques félicités par les conseils d'administrations des monopoles. Il a pu même sortir (certes formellement et partiellement) le sujet de l'emploi du champ politique ou pu se vanter d'une réindustrialisation.

Cependant cette carte économique s'est effritée sous le coup d'une concurrence internationale toujours exacerbée et pour l'instant plus défavorable au capitalisme français. La France a par exemple comme premier partenaire économique l'Allemagne dont la récession pour la deuxième année consécutive (avec deux baisses du Produit Intérieur Brut (PIB)) a des répercussions négatives pour les profits des entreprises françaises. Sous les mandats Macron, les monopoles français n'ont cessé globalement de gagner des positions économiques à l'étranger sur tous les continents mais la concurrence des monopoles de chaque pays ne se relâche pas. Les positions gagnées peuvent se perdre, les développements être freinés. Les monopoles chinois par exemple exportent comme jamais leurs capitaux, leurs marchandises et matières premières à des prix très bas.
Dans ce contexte les monopoles français en général accentuent la pression sociale sur les travailleurs et la ruine des petits producteurs.

Depuis des années, l'Etat bourgeois français cherche à soutenir son capitalisme et ses besoins en capitaux pour l'armement, les stratégies vertes et technologiques au moyen d'une exploitation salariale renforcée et améliorée, au moyen de l'impôt et de la dette qu'il faut faire payer au peuple-travailleur.

La réforme des retraites en France s'est inscrite dans cette stratégie des monopoles et a montré un haut niveau de colère et de riposte. Pourtant faute de stratégie syndicale, de plan et de coordination des luttes pour bloquer les profits des monopoles, les salariés ont connu une nouvelle défaite.

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France
Adresse postale : **Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**

Tous les syndicats sont dominés par l'aristocratie ouvrière et des bureaucraties en France. Cela ne nous empêche pas de soutenir tout ce qui va dans le sens de l'unité de la lutte syndicale sur la base des revendications et avec la boussole du rapport de force dans la grève et l'occupation des lieux de travail.

Comme on a pu le vérifier dans vos interventions, le Parti Communiste a toujours pour tâche de proposer des mots d'ordre et des stratégies pour la lutte économique, nous l'avons fait pendant la dernière lutte des retraites. Nous le faisons aussi quotidiennement en direction des luttes des travailleurs sous l'impulsion particulière de notre commission ouvrière et entreprises.

En France, la domination du syndicalisme d'accompagnement et de non-affrontement, de partenariat ou de collaboration a ses causes dans la force et la maturité de l'impérialisme français, l'histoire du mouvement ouvrier et la structure des classes sociales. Aujourd'hui, l'absence d'une véritable centrale syndicale sur des positions de classe est également liée à l'absence d'un véritable PC reconnu dans la classe ouvrière.

Pendant cette lutte pour la défense des retraites, la CGT qui fut par le passé sur des positions de classe, n'a pas cessé d'en appeler « corps et âme » à la « sagesse des membres du Conseil Constitutionnel » de la république française ou à la « raison des parlementaires » et a fini par conclure la lutte avec pour seul slogan, je cite : « Avec cette lutte plus rien ne sera comme avant ». Et rien de plus.

Par contre, aucun bilan de la lutte n'a été fait ou débattu par la confédération CGT, aujourd'hui encore aucun bilan de la stratégie n'est discuté ou discutable y compris dans les congrès locaux ou départementaux y compris les congrès qui se déroulent maintenant à quelques très rares exceptions. La réunion entre toutes les fédérations de la CGT du février 2023, en pleine montée du rapport de force pour la défense des retraites, restera un moment inoubliable du syndicalisme de place et de sinécure. Aucun bilan stratégique et tactique n'a donc été fait par les confédérations syndicales alors même que la crise politique actuelle a mené à une proposition du nouveau gouvernement pour rediscuter de la réforme des retraites jusqu'en juin 2025.

Toutes les organisations syndicales ont accepté ce mauvais calendrier dit de concertations et sans plan de lutte à part la participation au 8 mars, des manifestations de retraités le 20 mars et le premier mai… le titre d'une newsletter CGT de mars sur le plus austère budget de l'État depuis 2025 était, je cite « Notre pacte social est affaibli avec le budget 2025 ».

Pourtant en même temps, les stratégies anti-populaires du gouvernement et de l'Etat ont bien été confirmées. Le ministre des armées a par exemple déclaré en janvier que l'augmentation de 3,3 milliards du budget militaire en 2025 et la loi de programmation militaire de 413 milliards jusque 2027, n'étaient pas négociables même dans le contexte budgétaire et politique actuel. Et en ce début d'année, Macron a encore mis la pression en Europe pour une « préférence européenne » dans les armements dans le but de profiter du leadership des monopoles français de l'armement dans ce domaine. Macron vient même de parler de la nécessité de passer à 5 % du PIB dans le cas où les Etats-Unis se retiraient du financement par l'OTAN.

Contre les fermetures d'usines, pour l'emploi, les salaires ou les retraites, la solution demeure toujours dans l'élévation du rapport de force à un niveau supérieur de l'adversaire de classe. Cet objectif ne pourra être atteint que si les confédérations syndicales sont aussi débordées par les

travailleurs avec leurs sections syndicales de classe. Notre parti sera de son mieux dans toutes ces batailles et pour opérer la prise de conscience que la cause de tous les maux est dans la propriété privée et l'État bourgeois : c'est le sens de notre campagne générale large « Accusons le capitalisme ».

Le travail théorique ne consiste-t-il pas à trouver des lois générales pour les situations particulières de notre pays ? Je crois qu'aujourd'hui nous avons commencé ce travail sur le sujet important du jour.
Nous, dans nos partis, devons travailler dur et mieux dans les syndicats, en même temps que notre travail communiste indépendant et différent sur les lieux de travail, dans la classe ouvrière.

Chers camarades de l'ACE,
Vous avez vu que si les luttes ont été récemment fortes en France, confirmant la spontanéité et la qualification de Marx et Engels comme « pays classique des luttes de classes », elles ne peuvent cependant pas être idéalisées. Aucune solution n'est à chercher dans le jeu parlementaire, le dialogue ou le partenariat social. Les forces réformistes, qui ne veulent pas changer de société, jouent leur rôle d'entente entre le capital et le travail. Pourtant c'est toujours dans les luttes dirigées contre la bourgeoisie, ses partis et son Etat que l'alternative populaire peut trouver son chemin pour en finir avec ce vieux monde au moyen d'une révolution. En 1945, il y a 80 ans, le socialisme-communisme a sauvé l'humanité avec la victoire de l'URSS et la lutte armée de la résistance contre le fascisme. Chaque jour qui passe montre combien l'espoir de l'humanité réside encore dans une nouvelle société communiste.
Vive l'ACE et le travail de ses partis au sein de la classe ouvrière !

Le PCRF, 16 mars 2025